UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Masters
DROIT PUBLIC

Mention et parcours 2027 - 2028

droit.univ-cotedazur.fr

EDITO

" La Faculté de droit et de science politique de Nice propose une offre de Masters diversifiée et de grande qualité. 7 mentions de Masters et 28 parcours de Master 2 sont ainsi portés par l'École universitaire de recherche (EUR) « LexSociété » et permettent aux étudiants d'accéder à des enseignements de haut niveau dans des domaines variés, adossés à une recherche d'excellence.

Dans une réalité complexe et mouvante, nos formations se distinguent par un engagement constant à l'excellence académique et professionnelle. Les responsables de formation s'appuient sur un réseau d'intervenants issus à la fois de l'université et du monde professionnel. Cette interaction étroite avec les acteurs socio-économiques permet à nos étudiants de développer une compréhension approfondie et opérationnelle des disciplines qu'ils auront à manier dans leur futur.

Face aux exigences d'un monde en transition (écologique, numérique, pédagogique), les responsables des Masters sont animés par une volonté constante d'adaptation et d'innovation, en articulant deux priorités essentielles : intégrer les dernières avancées de la recherche et répondre précisément aux exigences concrètes des employeurs dans les secteurs du droit et de la science politique. Dans les programmes des formations se côtoient pédagogies innovantes (jeux de rôles, études de cas, ateliers professionnels, etc.), cours magistraux, séminaires de recherches ou encore conférences d'intervenants extérieurs.

Les Masters peuvent dans leur grande majorité être suivis en alternance (une semaine à la faculté/ une semaine en milieu professionnel), en contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.
La possibilité d'un stage réalisé en France ou à l'étranger, et pouvant aller jusqu'à 6 mois dans certains parcours, offre également de belles possibilités de professionnalisation.

A taille humaine, la Faculté de droit et de science politique d'Université Côte d'Azur offre ainsi la possibilité aux étudiants de se spécialiser dans un cadre privilégié et d'accéder à des enseignements de très haut niveau. Le dialogue permanent entre théorie et pratique constitue notre ligne directrice, avec un objectif essentiel : préparer les étudiants avec la plus grande efficacité aux défis de leur future carrière ".

Professeure Eva MOUIAL-BASSILANA
Doyenne de la Faculté de droit et science politique
École Universitaire de Recherche LexSociété
d'Université Côte d'Azur

LA FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE, ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE LEXSOCIÉTÉ DE L'UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR VOUS PROPOSE DES FORMATIONS DIVERSIFIÉES ET DE QUALITÉ DANS LES GRANDES DISCIPLINES DU DROIT.

ADMISSION

LICENCE (1ER CYCLE - BAC+3)

DURÉE DES ÉTUDES

2 ANS

DÎPLOME DÉLIVRÉ

MASTER MENTION DROIT PUBLIC

MODALITÉS D'ENSEIGNEMENT

FORMATION INITIALE
FORMATION EN ALTERNANCE
FORMATION CONTINUE

RESPONSABLE DE LA MENTION DROIT PUBLIC

Pr FLORENCE CROUZATIER-DURAND

Document non contractuel publié sous réserve de mofication éventuelle

> sommaire

		Pages
SCOLARITÉ		4
ADMISSION		4
ORIENTATION		5
ALTERNANCE		6
MASTER 1	- DROIT PUBLIC	8
MASTER 2	- DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME	12
MASTER 2	- DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS	16
MASTER 2	- SÉCURITÉ INTÉRIEURE	20
MASTERS 1 ET 2	- DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE	24

DIPLÔME NATIONAL DE MASTER CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT
FRANCE compétences CERTIFICATION enregistrée au RNCP N° 38166
FORMA SUP MÉDITERRANÉE

> scolarité

Le Service de la Scolarité : votre interlocuteur privilégié

De votre inscription à l'obtention de votre diplôme, les équipes administratives des services de la scolarité de la Faculté de Droit et Science politique - École Universitaire de Recherche LexSociété vous informent, vous accompagnent et facilitent votre quotidien.

Vous pouvez les contacter pour toutes questions concernant :

> les demandes de candidature
> l'inscription, administrative et pédagogique
> la carte étudiante
> la dispense d'assiduité
> les examens
> les transferts de dossiers
> les attestations de réussite et relevés de notes
> les diplômes
> l'année de césure
> l'aménagement d'études et d'examens
> les stages

> admission

Toutes les informations pour candidater et s'inscrire sont accessibles sur

univ-cotedazur.fr/candidater-et-s-inscrire

MASTER 1

Bureau 209 bis
☎ 04 89 15 25 35 / 25
droit.scolarite.master1@unice.fr

MASTER 2

Bureau 206
☎ 04 89 15 25 32 / 38
droit.scolarite.master2@unice.fr



ORIENTATION

Le bureau d'information et d'orientation est à votre disposition pour vous conseiller, vous guider et vous aider à trouver votre voie.

Le B.I.O vous accompagne dans le cadre d'entretiens personnalisés pour la construction de votre parcours de formation. Il vous fournit :

> un accompagnement dans votre démarche d'orientation et de réorientation
> des conseils sur le contenu et les débouchés professionnels des formations
> des conseils pour élaborer vos CV et lettres de motivation
> un fond documentaire spécialisé sur l'enseignement supérieur, les différentes formations et leurs débouchés professionnels

Des professionnels à votre service

> Orientation et insertion professionnelle :
Bureau 107 bis
☎ 04 89 15 25 98
orientation-trotabas@univ-cotedazur.fr

> Ré-orientation : Joëlle Goudineau
Conseillère d'orientation psychologue
Bureau 107 bis. Uniquement le jeudi sur rendez-vous
joelle.goudineau@univ-cotedazur.fr

> alternance

Véritable passerelle d'insertion professionnelle, l'alternance permet de se former à un métier tout en capitalisant une forte expérience dans le monde de l'entreprise.

Les formations en alternance s'articulent autour :

> de périodes d'acquisition de savoir-faire en entreprise

> et de périodes d'enseignements théoriques à la Faculté.

Tous les parcours de la mention droit public proposent la formation en alternance

		Contrat d'Apprentissage	Contrat de Professionnalisation	Pages
MASTER 1	DROIT PUBLIC			
MASTER 2	DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME	✓	✓	12
MASTER 2	DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS	✓		16
MASTER 2	SÉCURITÉ INTÉRIEURE		✓	20
MASTER 1	DROIT PUBLIC - DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE			
MASTER 2	DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE	✓	✓	24

Les + de l'alternance

18	100	140
FORMATIONS EN ALTERNANCE	ENTREPRISES PARTENAIRES	CONTRATS / AN

> Associer théorie et pratique
> Acquérir des compétences solides favorisant son employabilité
> Exercer une première expérience professionnelle dans le métier choisi
> Déboucher rapidement sur un emploi
> Être rémunéré pendant sa formation
> Être plus compétitif sur le marché du travail

Au sein de son entreprise d'accueil, l'étudiant est avant tout salarié et bénéficie des mêmes droits et obligations que les autres collaborateurs de l'entreprise. Il est également étudiant. À ce titre, il conserve l'accès aux avantages du statut étudiant. Tout au long de sa formation, l'alternant bénéficie d'un double accompagnement : il est suivi par son tuteur entreprise et par son tuteur universitaire.

> deux dispositifs

Le Contrat d'Apprentissage

Public :
> jeunes de 16 à 29 ans révolus
> au-delà de 29 ans, personnes en situation de handicap, en reprise ou en création d'entreprise

Contrat :
> d'une durée égale à celle du diplôme préparé
> dans l'entreprise, le maître d'apprentissage est directement responsable de la formation professionnelle de l'apprenti
> à la faculté, le tuteur est nommé pour suivre l'apprenti en formation

Rémunération de l'apprenti :
> la rémunération varie en fonction de l'âge. Le salaire minimum perçu correspond à un pourcentage du Smic ou du SMC (salaire minimum conventionnel) pour les plus de 21 ans

Entreprise :
> entreprises et organisations des secteurs Privé et Public

	- 18 ans	18 ans - 20 ans	21 ans - 25 ans	26 ans - 29 ans
1re année	27 %	43 %	53 %	100 %
2e année	39 %	51 %	61 %	100 %
3e année	55 %	67 %	78 %	100 %

Le Contrat de professionnalisation

Public :
> jeunes de 16 à 25 ans
> demandeurs d'emploi de plus de 26 ans
> personnes en situation de handicap

Contrat :
> la période en entreprise oscille ente 6 et 12 mois mais peut être prolongée sans excéder 24 mois

Rémunération de l'apprenti en master :
> la rémunération évolue selon l'âge de l'apprenti et son niveau de diplôme à l'entrée en formation
> le salarié de 16 à 25 ans perçoit de 65 à 80 % du SMIC, celui de plus de 26 ans sera remunéré à 100 % du SMIC (ou 85% du SMC)

Entreprise :
> uniquement les entreprises du secteur Privé

Âge	Niveau de formation égal ou supérieur au bac
Moins de 21 ans	Au moins 65 % du SMIC
21 – 25 ans	Au moins 80 % du SMIC
Plus de 26 ans, demandeurs d'emploi	100 % du SMIC ou 85 % de la rémunération minimale conventionnelle ordinaire

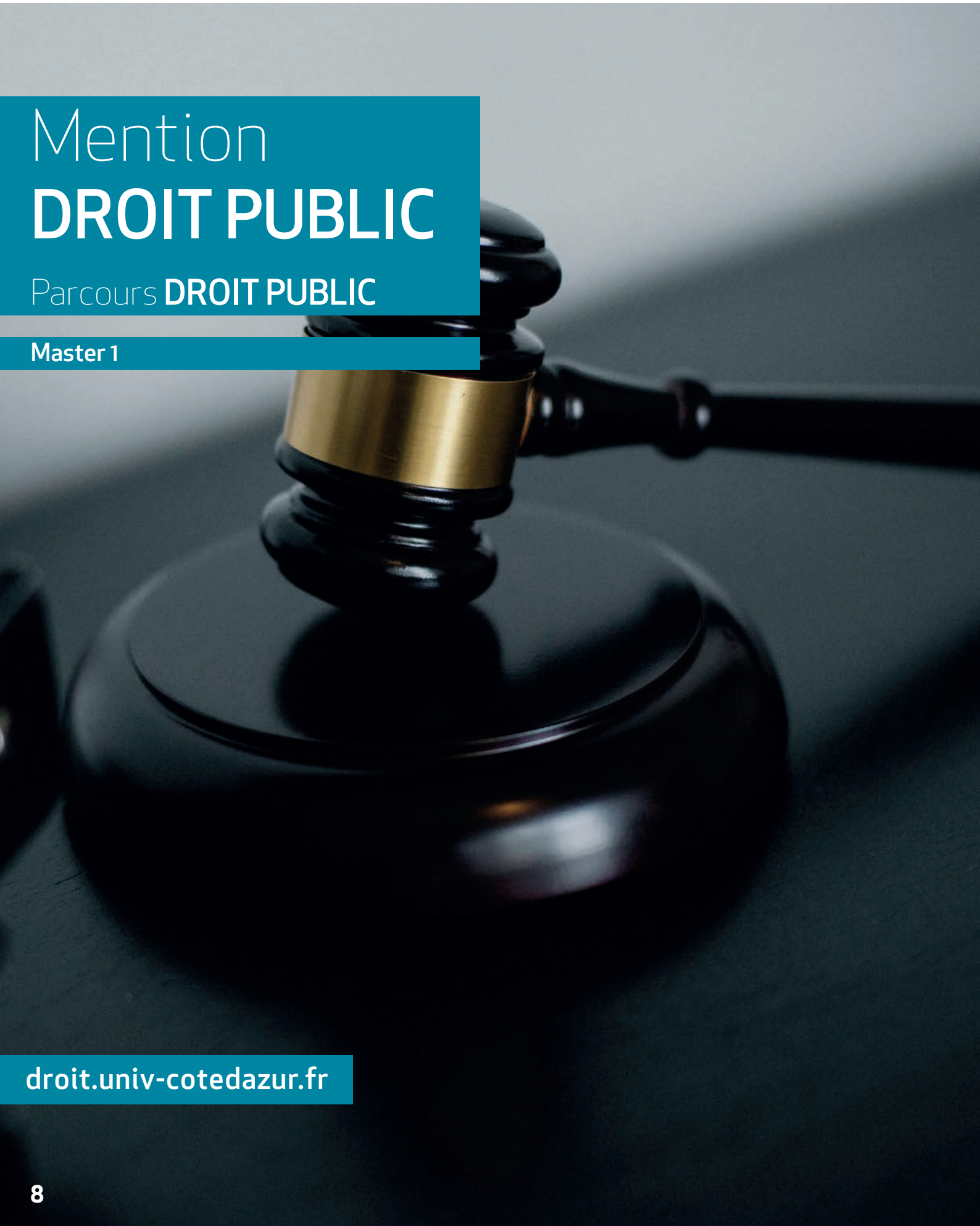
droit.univ-cotedazur.fr

Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

Relations Entreprises et Alternance
Astou LECCIA > *astou-dior.leccia@univ-cotedazur.fr*
Responsable Relations Entreprises et Alternance
Bureau 314 (3e étage)
☎ 04 89 15 25 56

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Mention DROIT PUBLIC

Parcours DROIT PUBLIC

Master 1

droit.univ-cotedazur.fr

LA MENTION DROIT PUBLIC A POUR OBJECTIF DE DISPENSER AUX ÉTUDIANTES ET AUX ÉTUDIANTS DES CONNAISSANCES THÉORIQUES ET PRATIQUES EN DROIT PUBLIC.

> objectifs

Ce master droit public permet aux étudiantes et aux étudiants d'appréhender **le traitement des questions juridiques,** d'être à même de rechercher et traiter les sources, de structurer un travail scientifique à travers la rédaction d'un mémoire ou des exposés.

La stimulation de la réflexion doit les inciter à élargir leur horizon intellectuel grâce à un enseignement favorisant les échanges interactifs ancré dans les réalités.

On attend des étudiantes et des étudiants, à l'issue de la formation, **une maîtrise des fondamentaux en droit public** et des connaissances approfondies dans des domaines spécifiquement couverts.

Une ouverture sur le **droit international public**, le **droit européen** et la **science politique** est organisée par un système d'option.

ORGANISATION

Durée de la formation : 1 ans / 570h
Début des cours : début septembre
Fin des cours : fin mai
Équivalence : bac + 4
Modalités d'évaluation, taux de réussite , de satisfaction et d'insertion :
https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/master-droit-public
Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

DIPLÔME NATIONAL DE MASTER CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

FRANCE compétences CERTIFICATION enregistrée au RNCP N° 38166

MON COMPTE FORMATION

Accessibilité handicap

Master 1

> programme

La première année (Master 1) de la mention droit public est composée d'une part d'enseignements transversaux communs aux différents parcours, et d'autre part d'enseignements spécifiques au parcours choisi.

Semestre 1

UE1 - ACTION ADMINISTRATIVE 1
Droit des services publics 1 (CM + TD)
Droit public économique (CM)

UE2 - PROJET DE PROFESSIONNALISATION 1
Langue anglaise 1 (TD)

UE4 - FONDAMENTAUX DU DROIT PUBLIC INTERNE 1
Droit constitutionnel approfondi 1 (CM)
Droit des collectivités territoriales (CM)
Théorie du droit et histoire des idées politiques (CM)

UE5 - MATIÈRE À OPTION *(semestre 1)*
1 enseignement optionnel (CM) au choix parmi :
- Contentieux de l'union européenne
- Politique comparée
- Principes fondamentaux de droit financier et fiscal

UE2 - PROJET DE PROFESSIONNALISATION 1
Langue anglaise 1 (TD

Semestre 2

UE1 - ACTION ADMINISTRATIVE 2
Droit des services publics 2 (CM + TD)

UE2 - FONDAMENTAUX DU DROIT PUBLIC INTERNE 2
Droit administratif de la sécurité intérieure (CM)
Droit constitutionnel approfondi 2 (CM)

UE4 - URBANISME ET ENVIRONNEMENT
Droit administratif de l'environnement (CM)
Droit de l'urbanisme (CM + TD)

UE5 - MATIÈRE À OPTION *(semestre 2)*
1 enseignement optionnel (CM) au choix parmi :
- Droit international et européen des ressources naturelles et de l'énergie
- Droit international et européen des droits de l'homme
- Philosophie du droit

UE3 - PROJET DE PROFESSIONNALISATION 2
Langue anglaise 2 (TD)
Mémoire ou stage

UE FACULTATIVE - CERTIFICAT D'EXCELLENCE *(Facultative)*
Mémoire ou stage

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

> admission

La mention **droit public** s'adresse aux titulaires :

> d'une licence de droit

> ou tout autre diplôme jugé équivalent

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire
Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais
Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription
Capacité d'accueil > parcours droit public : 80

> et après ?

Cette mention permet d'accéder à un des **parcours en droit public.**

PARCOURS

- Droit de l'immobilier et de l'urbanisme
- Droit et contentieux publics approfondis
- Sécurité intérieure
- Droit et procédures fiscales de l'entreprise

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Pr Xavier LATOUR > *xavier.latour@univ-cotedazur.fr*

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)

CERDACFF

droit.univ-cotedazur.fr

Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

Bureau pédagogique Master 1
Bureau 209 bis
droit.scolarite.master1@unice.fr
☎ 04 89 15 25 35 / 25

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Parcours

DROIT DE L'IMMOBILIER ET DE L'URBANISME

Master 2 - spécialisation de la **mention droit public**

droit.univ-cotedazur.fr

Le parcours droit de l'immobilier et de l'urbanisme est centré sur l'étude des droits de l'immeuble. En termes d'enseignement, il est le prolongement et l'une des spécificités du master 1 droit public.

Il présente l'originalité de se définir par son objet et donc d'être structurellement pluridisciplinaire ou transversal : droits des biens publics et des biens immobiliers privés, droits de la construction publique et de la construction privée, droit de l'urbanisme, fiscalité de l'immobilier, contentieux de l'urbanisme, etc.).

> objectifs

Cette filière s'adresse aux étudiants et aux personnes soucieuses de compléter leur formation ou de diversifier leurs compétences dans le domaine de l'urbanisme et de l'immobilier. L'objectif est de former des juristes de haut niveau capables de travailler dans les **secteurs d'activités relatifs aux droits public et privé de l'immeuble.**

Par son caractère **pluridisciplinaire** (PPP et aménagement urbain, smart city et urbanisme durable, droit pénal de l'urbanisme, environnement et protection du patrimoine historique, clinique juridique), cette formation se distingue de l'offre classique qui, elle, s'articule, soit autour du droit public immobilier (au sens large), soit autour du droit privé immobilier.
Elle acquiert ainsi la particularité de former des praticiens rompus aux questions diverses et imbriquées qui surgissent dans l'action d'aménager ou de construire.

La participation de praticiens des domaines concernés et de renommée nationale assure l'adéquation entre la formation et les professions de l'immobilier et de l'urbanisme, dans un secteur très porteur. Il y a effectivement une forte demande de formations spécialisées en Provence-Alpes-Côte d'Azur, offrant ainsi des **débouchés naturels et immédiats** puisque les besoins en la matière sont actuellement très loin d'être pourvus.

Le + de la formation

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des futurs diplômés, le parcours permet aux étudiantes et aux étudiants de suivre la formation en alternance (université/entreprise) dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

Master 2

> programme

Durée de la formation : 1 an
Équivalence : bac + 5
Formation : 448h h
Stage (min. 2 mois) ou **mémoire de recherche** en formation initiale
Modalités d'évaluation, taux de réussite , de satisfaction et d'insertion :
https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-metiers-de-lurbanisme-et-de-limmobilier
Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 – DROIT IMMOBILIER ET DROIT DES SOLS
Droit des biens immobiliers publics
Droit des biens immobiliers privés
Droit des modes d'acquisition des sols

UE2 –FISCALITÉ IMMOBILIÈRE
Fiscalité immobilière
Défiscalisation Immobilière

UE3 – DROIT DE L'URBANISME ET LOGEMENT
Droit de l'urbanisme
Droit de la copropriété
Politiques du logement

UE4 – POLITIQUE PUBLIQUE ET AMÉNAGEMENTS
PPP et aménagement urbain
État, collectivités territoriales et politique de la ville

UE5 – SÉMINAIRES PPR
Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire
Atelier et séminaires de droit français et comparé
Anglais

Semestre 4

UE1 – DROIT DE LA CONSTRUCTION
Droit de la construction publique
Droit de la construction privée

UE2 – PROMOTION IMMOBILIÈRE ET DES CESSIONS IMMOBILIÈRES
Droit de la promotion immobilière
Droit des cessions immobilières

UE3 – CONTENTIEUX ADMINISTRATIF ET DROIT PÉNAL
Contentieux de l'urbanisme
Contentieux de la construction
Droit pénal de l'urbanisme

UE4 – URBANISME ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
Droit de l'environnement
Droit de la protection du patrimoine historique et des espaces naturels protégés
Droit du patrimoine historique et de l'urbanisme : études de cas et visites institutionnelles
"Smart city" et urbanisme durable

UE5 – SÉMINAIRES
Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire
Atelier et séminaires de droit français et comparé
Anglais

UE7 –MÉMOIRE OU RAPPORT DE STAGE (PPR)
Mémoire, rapport de stage ou d'alternance

Compétences acquises

Grâce aux savoirs théoriques et pratiques acquis au cours de la formation, les futurs professionnels s'assurent des compétences qui permettent de refléter leur expertise liée aux questions diverses et imbriquées des droits publics et privés. Ces dernières interviennent dans l'action d'aménager ou de construire.

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> admission

Le parcours **droit de l'immobilier et de l'urbanisme** est ouvert aux titulaires :

- d'un master 1 de droit public
- ou d'un master 1 de droit
- ou d'un diplôme jugé équivalent
- possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire

Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

Capacité d'accueil : 25

> et après ?

Les secteurs d'activités dans lesquels les diplômés évolueront sont ceux du **droit de l'immobilier, de l'urbanisme et de l'aménagement des territoires des secteurs public ou quasi publics et privés.**

Secteur public :

- **administration des collectivités territoriales et leurs groupements**
- **sociétés d'économie mixte nationales et locales**
- **sociétés publiques locales**
- **administration de l'État et des établissements publics**
- **enseignement et recherche**

Secteur privé :

- **Examen du CRFPA (spécialisation en droit privé ou droit public)**
- **cabinets d'avocats spécialisés**
- **notaires**
- **agences immobilières**
- **banques**
- **promoteurs**
- **aménageurs**
- **experts**
- **syndics d'immeubles**
- **associations**
- **agences d'urbanisme**

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Pr Renaud BOURGET *> renaud.bourget@univ-cotedazur.fr*

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)

CERDACFF

droit.univ-cotedazur.fr

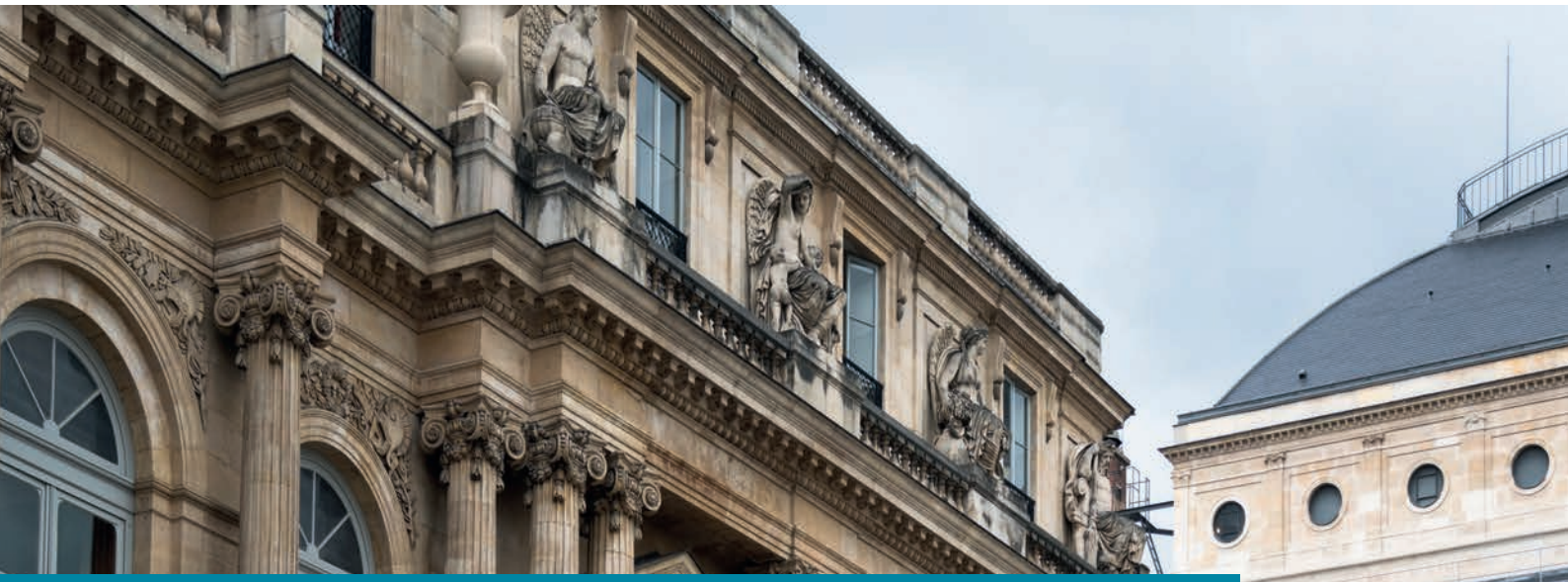
Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 38

MAJ : OCTOBRE 2026

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

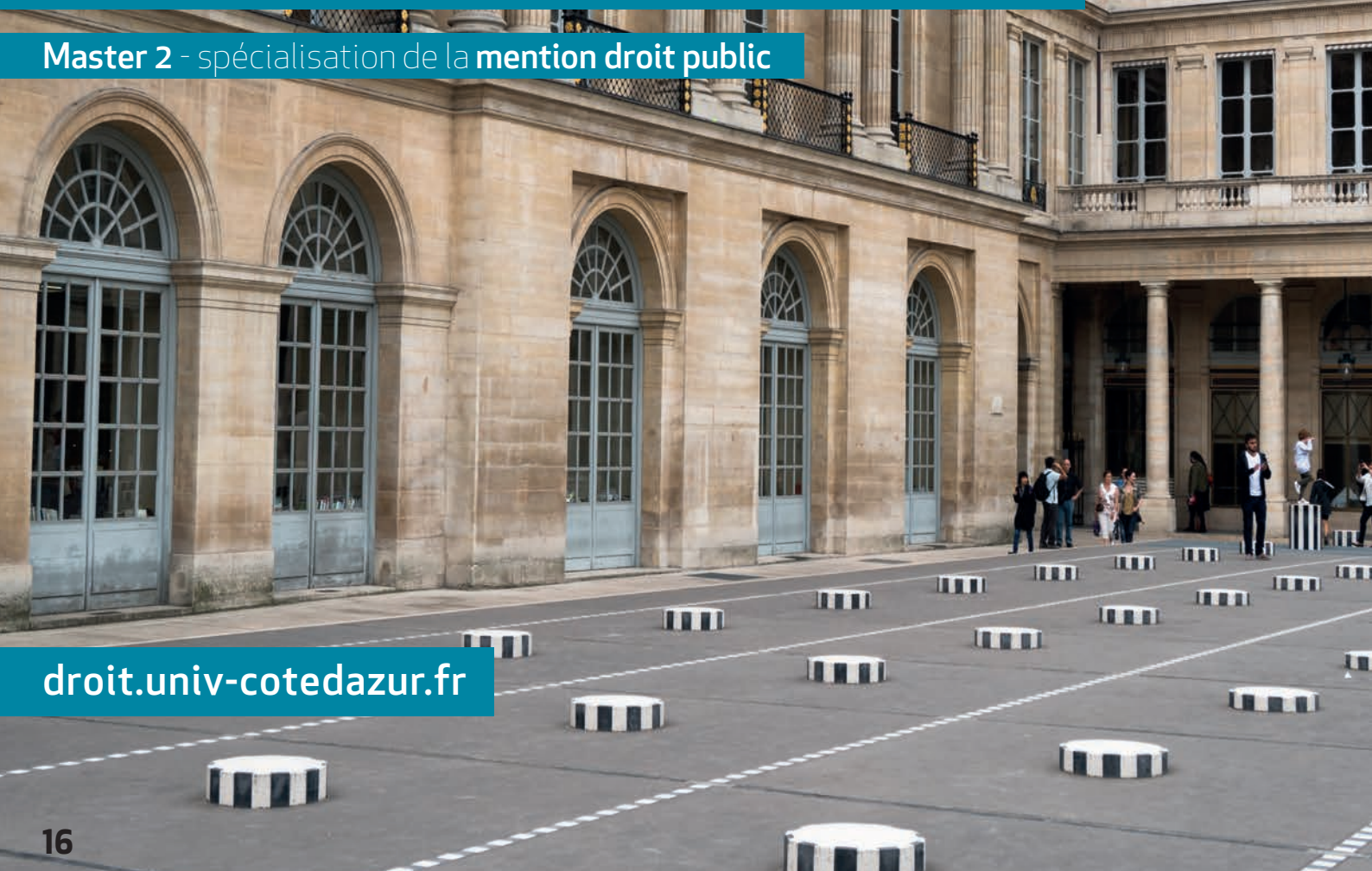
ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Parcours

DROIT ET CONTENTIEUX PUBLICS APPROFONDIS

Master 2 - spécialisation de la **mention droit public**



droit.univ-cotedazur.fr

Le parcours droit et contentieux publics approfondis forme des juristes publicistes susceptibles de prétendre à des postes à responsabilité dans le secteur public, d'intégrer par concours ou par contrat la fonction publique d'État ou la fonction publique territoriale, de passer l'examen du barreau, ou de poursuivre en doctorat de droit public.

Les enseignements au sein du master 2 droit et contentieux publics approfondis sont assurés par des universitaires spécialisés et par des professionnels expérimentés dans les domaines du droit et des politiques publiques (magistrats administratifs, avocats, haut-fonctionnaires, élus locaux, administrateurs, attachés, responsables publics des différents secteurs concernés). Ces relations étroites avec les institutions et partenaires nationaux et locaux profitent favorablement aux étudiantes et aux étudiants.

> objectifs

En prolongement des enseignements dispensés en master 1 droit public, ce master 2 permet de compléter et d'approfondir les **connaissances théoriques et pratiques en droit public**, de parfaire la méthodologie et de stimuler la réflexion des étudiantes et des étudiants, grâce à un enseignement favorisant les échanges interactifs, les thématiques fondamentales et d'actualité, et offrant la possibilité d'une spécialisation sur les divers aspects de contentieux publics.

Ce parcours a pour finalité de former des juristes publicistes de bon niveau, susceptibles de prétendre à des postes à responsabilité dans le secteur public (administration d'état, collectivités territoriales, établissements publics), de rejoindre le Barreau (avocat en droit public) voire la magistrature administrative.

Le + de la formation

> La formation est ouverte à l'alternance (apprentissage). Sa maquette et son calendrier sont adaptés en conséquence.
> Une équipe enseignante associant professionnels et universitaires, tous spécialisés dans les thématiques abordées
> Des liens étroits avec les institutions publiques et les partenaires privés.

LA RECHERCHE : Il oriente vers les **grandes problématiques liées à l'évolution du rôle de l'État**, à l'adaptation des grands concepts du droit public, aux problématiques du XXIe siècle, aux défis de la gestion des territoires, et aux spécificités des contentieux spécialisés.

LA PROFESSIONNALISATION : Il oriente vers la préparation des concours et l'insertion professionnelle :

> **préparation des épreuves écrites** (QRC, note sur dossier, note de synthèse, dissertation, cas pratiques), et orales (grand oral, entretiens, mises en situation)
> **développement de compétences professionnelles** (management public et RH, synthèse, résumé, rédactions d'actes, préparation de dossiers contentieux, procès simulés)
> **acquisition d'un anglais valorisable sur le plan professionnel**
> **veille sur l'actualité et suivi des réformes**
> **étude de dossiers et cas concrets, simulations et jeux de rôle** sur la base de l'expérience professionnelle des intervenants

> programme

Durée de la formation : 1 an
Équivalence : bac + 5
formation initiale : 480 h
Alternance, stage (minimum 2 mois) ou **mémoire de recherche**
Modalités d'évaluation, taux de réussite , de satisfaction et d'insertion :
https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/droit-et-contentieux-publics
Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 – COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES FONDAMENTALES
Droit public du numérique
Contentieux administratif approfondi
Droit public financier

UE2 – COMPÉTENCES DE SPÉCIALISATION
Organisation et réforme de l'État
Droit de l'action économique locale
Contentieux fiscal

UE3 – COMPÉTENCES D'OUVERTURE
Gestion des politiques publiques
Modes alternatifs de règlement des conflits
Contentieux des étrangers

UE4 – COMPÉTENCE DE PROFESSIONNALISATION (PPR)
Clinique juridique
Anglais juridique + préparation TOEIC

UE5 – MÉTHODOLOGIE (PPR)
Méthodologie (galops, recherche, projet tutoré)
Conférences d'actualité

Semestre 4

UE1 – COMPÉTENCES DISCIPLINAIRES FONDAMENTALES
Actualités du droit administratif
Contentieux constitutionnel
Contentieux européens

UE2 – COMPÉTENCES DE SPÉCIALISATION
Contentieux de l'urbanisme et de la construction
Domaine public, droit portuaire et aéroportuaire
Droit constitutionnel, parlementaire et gouvernemental

UE3 – COMPÉTENCES D'OUVERTURE
Fonction publique et pratiques des RH
Procédure civile et pénale
Culture générale et juridique

UE4 – COMPÉTENCE DE PROFESSIONNALISATION (PPR)
Clinique juridique
Pratique des marchés & contentieux de la commande publique
Préparation à l'oral

UE5 – MÉTHODOLOGIE (PPR)
Rapport Professionnel et/ou Soutenance ou Mémoire de recherche
Conférences d'actualité
Grand Oral (sur Compétences disciplinaires fondamentales)

Compétences acquises

> compléter, approfondir, actualiser, diversifier les connaissances en droit public
> maîtriser la procédure contentieuse devant les deux ordres de juridiction
> analyser une problématique juridique
> traiter un cas concret
> préparer un argumentaire précis, rigoureux et documenté
> prévenir et traiter les contentieux publics
> reconnaître les causes d'illégalité
> qualifier juridiquement une situation factuelle
> identifier les textes applicables et les notions mobilisables
> construire et rédiger des actes, mémoires, requêtes, produire des écrits, des notes claires et synthétiques
> accompagner les décideurs publics grâce à une capacité de réflexion et d'analyse concernant les conditions de l'action publique et leur évolution
> identifier et valoriser ses compétences, à l'écrit et à l'oral, en concours comme en situation professionnelle
> s'insérer dans un milieu professionnel et s'y adapter rapidement

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> admission

Le parcours **droit et contentieux publics approfondis** est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 de droit public
- > ou d'un master 1 de droit
- > ou d'un diplôme jugé équivalent
- > possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire

Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

Capacité d'accueil : 25

> et après ?

Le parcours droit et contentieux publics approfondis permet aux étudiantes et aux étudiants des perspectives de carrière variées :

- > **le concours du barreau** (préparation du CRFPA avec spécialisation en droit public)
- > **la magistrature administrative** (concours TA et CAA, assistant de justice auprès du tribunal administratif)
- > **la fonction publique d'État et la fonction publique territoriale** (IRA, attaché de préfecture, attaché d'administration centrale ou déconcentrée, attaché territorial, administrateur des assemblées, concours de police, concours plus spécialisés, etc)
- > **des postes de juristes** généralistes en droit public (marchés publics, services contentieux, services administratifs et financiers, conseil en affaires publiques) dans le secteur privé ou public, les associations, les organismes publics ou parapublics
- > **des postes diversifiés** (journalisme, assistant parlementaire, correcteur chez un éditeur juridique...)
- > **l'enseignement et la recherche**

RESPONSABLE DE LA FORMATION **Pr Pauline TÜRK** > *pauline.turk@univ-cotedazur.fr*

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE **Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)**

CERDACFF

droit.univ-cotedazur.fr

Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 38

MAJ : OCTOBRE 2026

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Parcours
SÉCURITÉ INTÉRIEURE

Master 2 - spécialisation de la **mention droit public**

droit.univ-cotedazur.fr

Le parcours sécurité intérieure est une formation à la fois fondamentale et spécialisée sur la sécurité intérieure. En termes d'enseignement, il est le prolongement et l'une des spécificités du master 1 droit public.

Complète et opérationnelle, la formation donne l'opportunité aux futurs diplômés de recevoir un apprentissage précis et fondamental sur un ensemble de métiers liés au domaine de la sécurité publique ou privée.

> objectifs

L'objectif principal et primordial du parcours **sécurité intérieure** est de donner une formation à la fois fondamentale et spécialisée en la matière, ce qui permet aux futurs diplômés de pouvoir accéder aux professions et métiers correspondants.
En faisant le choix de ce parcours, les étudiantes et les étudiants ambitionnent principalement un futur professionnel lié aux domaines de la **fonction publique d'État ou territoriale.**

De plus, au vu des enseignements très opérationnels, **les professionnels déjà en activité peuvent approfondir leurs connaissances**, afin d'améliorer leur pratique et de pouvoir progresser dans leur hiérarchie.

Compétences acquises

À la suite de la formation, les **futurs experts de la sécurité intérieure acquièrent des compétences théoriques et pratiques**, valorisant ainsi leur profil lors de l'entrée dans la vie professionnelle :

> mise en œuvre et direction de l'action administration publique territoriale, nationale et/ou européenne
> préparation de l'action des pouvoirs publics locaux comme nationaux
> dans le cadre des métiers locaux de la sécurité, aide à la décision des polices municipales, veille juridique locale en matière de sécurité, de cybersécurité ou sécurité économique, assistance et conseil des acteurs de l'action publique locale
> contrôle de l'application des réglementations juridiques et administratives spécifiques au domaine de la sécurité

> programme

Durée de la formation : 1 an
Équivalence : bac + 5
formation initiale : 277 h
Stage (2 mois) et **mémoire de recherche** en formation initiale
Modalités d'évaluation, taux de réussite , de satisfaction et d'insertion :
https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-securite-interieure
Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

Semestre 3

UE1 - MAÎTRISER LES NOTIONS DE FORCES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET TERRORISME
Les forces publiques et privées de sécurité
Politique locale de sécurité
Libertés publiques
Droit et procédure pénale

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR EN SI ET RELATIONS EXTÉRIEURES
Droit de l'Union européenne et la sécurité
Contentieux administratifs des étrangers
Idéologies du terrorisme : l'islamisme radical en question

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR EN DROIT DE LA SÉCURITÉ ET IA
Cybersécurité
Internet et police spéciale des jeux et loteries
Risque, sécurité et médias

UE4 - RECHERCHE APPLIQUÉE AU DROIT DE LA SÉCURITÉ
Méthodologie du dossier de recherche
Visites de lieux en rapport avec la SI

Semestre 4

UE1 - SE SPÉCIALISER EN DROIT DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
Droit du renseignement - services spéciaux
Sécurité intérieure et risque pénitentiaire
Sécurité intérieure et risque environnemental
(délits environnementaux, risque nucléaire…)
Intelligence économique

UE2 - S'INITIER AUX GESTIONS DE CRISES ET AUX RISQUES
Outils de gestion de crise, sécurité civile (Plan ORSEC COS DOS DICRIM PCS)
Ateliers de gestion de crise, RETEX
Sécurité, risque et transports
Risque, manifestations et maintien de l'ordre

UE3 - MAÎTRISER L'ACCÈS À LA PROFESSION
Méthodologie de la recherche de stage et du mémoire
Mémoire professionnel
Séminaires ou Conférences obligatoires

Le + de la formation

- Le parcours **Sécurité intérieure** se distingue et se valorise grâce à deux qualités bénéfiques aux étudiantes et aux étudiants :
  > organisation de conférences et de colloques orchestrés par le CERDACFF
  > formation à distance : supports dématérialisés et/ou possibilité de cours en format hybride

- La formation peut se préparer en **alternance** dans le cadre d'un c**ontrat de professionnalisation**. Rythme de formation : 1 semaine formation, 1 semaine entreprise.

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> admission

Le parcours **sécurité intérieure** est ouvert aux titulaires :

- > d'un master 1 de droit public
- > d'un master 1 de droit
- > d'un autre diplôme jugé équivalent
- > possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire
Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais
Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

Capacité d'accueil : 30

> et après ?

Les futurs diplômés peuvent, à la suite de la formation, avoir des perspectives de carrières variées :

- > **emplois relatifs à la sécurité civile**
- > **préparation aux concours de recrutement des commissaires de police**
- > **emplois de la fonction publique d'État :**
  - douane
  - police
  - gendarmerie
  - protection civile
  - pénitentiaire
  - magistrature
- > **emplois de la fonction publique territoriale :**
  - services départementaux
  - responsables des polices municipales
  - secrétaires généraux de Mairie
- > **emplois du secteur privé de la sécurité**

RESPONSABLES DE LA FORMATION

Pr Xavier LATOUR, Doyen honoraire *> xavier.latour@univ-cotedazur.fr*
Pr Florence NICOUD *> florence.nicoud@univ-cotedazur.fr*

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)

CERDACFF

droit.univ-cotedazur.fr

Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 38

MAJ : OCTOBRE 2026

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



Mention
DROIT PUBLIC

Parcours DROIT ET PROCÉDURES FISCALES DE L'ENTREPRISE

Masters 1 et 2

droit.univ-cotedazur.fr

Ce master s'adresse à ceux qui veulent s'orienter dans les secteurs des procédures fiscales et du droit fiscal.

À la suite de cette formation, les étudiantes et les étudiants sont capables de maîtriser et de mettre en œuvre les connaissances théoriques et pratiques interdisciplinaires touchant au droit fiscal de l'entreprise, d'assister et de conseiller les créateurs d'entreprises et les décideurs en matière fiscale.

> objectifs

Ce Master présente l'originalité d'être spécialisé en procédures fiscales et en fiscalité patrimoniale et de l'entreprise.
Il offre donc une **formation fiscale de haut niveau complète**, couvrant tous les domaines de la fiscalité nationale européenne et internationale, et **pluridisciplinaire**, intégrant les données fiscales à toutes les autres branches de droit utiles à la stratégie fiscale de l'entreprise et à la gestion des contentieux. Il s'inscrit dans un parcours tubulaire.

L'équipe pédagogique est constituée d'universitaires et de professionnels : magistrats, inspecteurs des finances publiques et de la douane, avocats, experts-comptables, conseils en audit.

Compétences acquises

À l'issue de la formation, le juriste travaillant dans le secteur sait :

> rédiger des actes juridiques
> assurer le suivi des dossiers et veiller à leur exécution
> intervenir dans les contentieux et les suivre
> assurer un rôle de conseil en matière de projets stratégiques pour les entreprises et pour les particuliers
> maîtriser et mettre en œuvre les connaissances théoriques et pratiques interdisciplinaires touchant au droit fiscal de l'entreprise et à la gestion patrimoniale
> assister et conseiller les créateurs d'entreprise et les décideurs en matière fiscale ainsi que de prévenir et d'assurer le suivi des contentieux

Organisation

Durée de la formation : 2 ans
Équivalence : bac + 5
Modalités d'évaluation, taux de réussite , de satisfaction et d'insertion :
https://univ-cotedazur.fr/formation/offre-de-formation/parcours-droit-et-procedures-fiscales-de-lentreprise
Possibilité de valider un ou des blocs de compétence : non

1ére année : 401 h

2éme année : 457 h
Stage (3 mois) ou **mémoire de recherche** en formation initiale

Masters 1 et 2

> programme

Semestre 1

UE1 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN TERRITORIALITÉ DES IMPÔTS
Fiscalité internationale (CM+TD)
Fiscalité européenne (CM+TD)

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES PERSONNES
Impôt sur le revenu (CM)
Fiscalité du patrimoine mobilier et des prélèvements sociaux (CM)

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES ENTREPRISES
Principes comptables fondamentaux (CM)
Taxe sur la valeur ajoutée (CM+TD)

UE4 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DE LA FAMILLE
Droit des régimes matrimoniaux (CM)
Droit fiscal des régimes matrimoniaux (CM)
Droit fiscal des successions (CM)

UE5 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER 1
Fiscalité foncière locale (CM)
Fiscalité de l'aménagement urbain (CM)

UE6 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL
Anglais des affaires (TD)
Préparation au CV et à l'entretien (CM)
Méthodologie du rapport de stage et du mémoire (CM)

Semestre 2

UE1 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DES ENTREPRISES EN DÉVELOPPEMENT
Fiscalité des entreprises individuelles et en société (CM)
Fusions acquisitions de sociétés (CM)

UE2 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DE LA CESSION DES ENTREPRISES
Droit des entreprises en difficulté (CM)
Comptabilité d'engagement, présentation du bilan comptable et fiscal, interprétation des données chiffrées (CM)

UE3 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN FISCALITÉ DU PATRIMOINE IMMOBILIER 2
Fiscalité de la construction et de la gestion de l'immeuble (CM+TD)
Imposition sur la fortune immobilière (CM+TD)

UE4 - MOBILISER LE SAVOIR SPÉCIALISÉ EN PROCÉDURES FISCALES
Principes généraux du contrôle fiscal (CM)
Intelligence artificielle et procédures fiscales et contentieuses (CM)

UE5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL OU DE RECHERCHE
Anglais des affaires (TD)
Méthodologie du rapport de stage et du mémoire
Stage ou mémoire
Stage à la DDFIP ou sur site
Journée de formation préalable à la campagne IR à la DDFIP

Semestre 3

UE1 - MOBILISER SON SAVOIR POUR ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES FONDAMENTALES
Les principes fondamentaux de gestion fiscale
Audit fiscal de l'entreprise
Les principes fondamentaux de procédure administrative contentieuse et non contentieuse appliqués à la fiscalité

UE2 - UTILISER LES INSTRUMENTS FISCAUX À DES FINS D'INGÉNIERIE JURIDIQUE ET FISCALE
Outils de gestion fiscale
Abus de droit fiscal : aspects théoriques / aspects pratiques
Contrôle des prix de transfert

UE3 - UTILISER LES INSTRUMENTS FINANCIERS À DES FINS DE STRATÉGIE JURIDIQUE ET FISCALE
Droit des instruments financiers
Analyse financière
Fiscalité des produits dérivés
Comptabilité d'engagement et de caisse

UE4 - DÉVELOPPER LA COMPRÉHENSION DE LA FISCALITÉ DE LA CRÉATION D'ENTREPRISE ET SES ASPECTS INTERNATIONAUX
Financement initial de l'entreprise
Immobilier d'entreprise
Stratégie fiscale de l'implantation nationale et internationale de l'entreprise
Optimisation internationale de l'immobilier
Taxe de 3% sur la valeur vénale des immeubles

UE5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL POUVANT MOBILISER DES COMPÉTENCES PLURIDISCIPLINAIRES
Conférences et séminaires / Méthodologie du rapport de stage ou du mémoire / Préparation au CV et à l'entretien / Deal Simulation Game / Anglais fiscal et comptable / TOEIC - TOEFL

Semestre 4

UE1 - MOBILISER SON SAVOIR POUR ACQUÉRIR DES COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE ET CONTENTIEUX FISCAL
Procédures de contrôle fiscal
Contentieux de l'imposition
Contentieux du recouvrement
Contentieux fiscal répressif
Cybercriminalité, intelligence artificielle et procédures fiscales

UE2 - SAVOIR SE SERVIR DE LA FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISE
Fiscalité du développement structurel
Fiscalité de la restructuration
Fiscalité du fonctionnement courant de l'entreprise

UE3 - SAVOIR UTILISER LA FISCALITÉ DES DIRIGEANTS
Fiscalité mode de rémunération
Stratégie patrimoniale
Aspects internationaux de la stratégie de l'entrepreneur

UE4 - SAVOIR UTILISER LA FISCALITÉ DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE
Audit préalable à la cession
Aspects fiscaux de garantie de passif

UE 5 - CONDUIRE UN PROJET PROFESSIONNEL POUVANT MOBILISER DES COMPÉTENCES TRANSVERSALES
Conférences et séminaires / Rapport d'alternance, de stage ou mémoire (avec soutenance) / Formation aux principes de l'éthique / Schémas fiscaux (valeur vénale, SCI…), Commission des impôts, jeux de rôle / Clinique juridique Côte d'Azur (bonus)

Le + de la formation

Le master 2 est proposé selon un calendrier en alternance : 1 semaine en cours à l'Université / 1 semaine en entreprise dans le cadre d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

FORMATION INITIALE

FORMATION CONTINUE

FORMATION EN ALTERNANCE

> admission

Le M1 est ouvert aux titulaires :

> d'une licence de droit ou tout autre diplôme jugé équivalent

Le M2 est ouvert aux titulaires :

> d'un master 1 droit et procédures fiscales de l'entreprise
> ou d'un master 1 de droit
> ou d'un master 1 de sciences économiques et de gestion
> ou d'un autre diplôme jugé équivalent : MSTCF, A.E.S., I.U.P. (de préférence avec parcours "juriste d'entreprise")
> ou d'un diplôme d'école supérieure de commerce (notamment EDHEC)
> ou du diplôme supérieur de comptabilité et de gestion (DSCG) en vue de l'expertise comptable

Possibilités de VAE (validation des acquis de l'expérience) et de VAP (validation des acquis professionnels)

Candidater et s'inscrire : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire

Sélection sur dossier : relevés de notes, CV, lettre de motivation, attestation de son niveau en anglais

Droits d'inscription : univ-cotedazur.fr/formation/candidater-et-s-inscrire/droits-dinscription

Capacité d'accueil : 25 en Master 1 (idem en Master 2)

> et après ?

Le master **droit et procédures fiscales de l'entreprise** offre aux étudiantes et aux étudiants des perspectives de carrière variées :

> **avocat fiscaliste**
> **expert-comptable**
> **directeur juridique et fiscal**
> **gestionnaire de patrimoine**
> **conseiller fiscal**
> **consultant en stratégie fiscale**
> **concours d'inspecteur des finances publiques**
> **carrière universitaire**

RESPONSABLE DE LA FORMATION

Philippe LUPPI > *philippe.luppi@univ-cotedazur.fr*

ADOSSEMENT À LA RECHERCHE

Master adossé au CERDACFF (Centre d'Etudes et de Recherche en Droit Administratif, Constitutionnel, Financier et Fiscal)

CERDACFF

droit.univ-cotedazur.fr

Faculté de Droit et Science Politique
EUR LexSociété
Avenue Doyen Louis Trotabas
06050 NICE

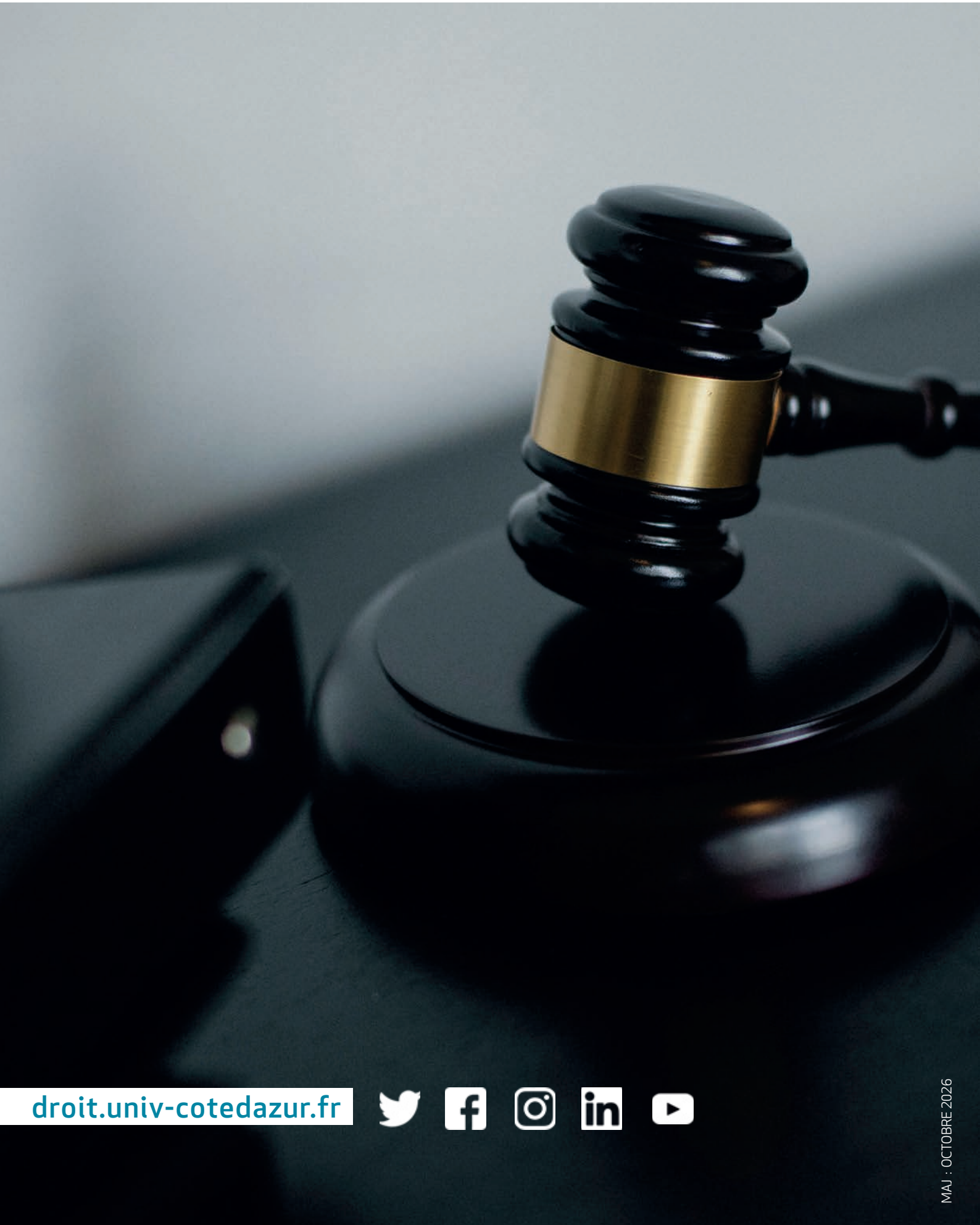
Bureau pédagogique Master 1
Bureau 209 bis
droit.scolarite.master1@unice.fr
☎ 04 89 15 25 35 / 25

Bureau pédagogique Master 2
Bureau 206 - 2° Niveau
droit.scolarite.master2@unice.fr
☎ 04 89 15 25 32 / 38

MAJ : OCTOBRE 2026

UNIVERSITÉ
CÔTE D'AZUR

ÉCOLE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE
FACULTÉ DE
DROIT ET SCIENCE POLITIQUE



droit.univ-cotedazur.fr

MAJ : OCTOBRE 2026